**Modèle d’arrêté**

***D’attribution d’un congé pour adoption à un agent contractuel***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20… -** *(n° d’ordre)*

**Portant attribution d’un congé pour adoption**

**à** *Madame ou Monsieur*…*(Nom et prénom de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1),

Vu le Code de l’action sociale et des familles, notamment ses articles L.225-2 et L.225-17,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.631-8,

Vu le Code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.331-3 à L.331-7 et R.331-5 à R.331-7,

Vu le Code du travail, notamment ses articles L.1225-37 à L.1225-46-1, R.1225-9 à R.1225-11-1,

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment ses articles 10, 12 et 13,

Vu le contrat conclu par l’agent le … *(date),*

*(Le cas échéant)* Vu l’arrêté n° … en date du … portant attribution d’un congé pour l’arrivée d’un enfant placé en vue de son adoption,

Vu le document attestant que l’agent s’est vu confier par … (*le service départemental d'aide sociale à l'enfance ou l'Agence française de l'adoption ou tout autre organisme autorisé pour l'adoption*) et précisant l’arrivée de l’enfant au foyer à la date du …,

Vu la déclaration du conjoint adoptant en date du … qui atteste qu'il ne bénéficie pas d'un congé d'adoption au titre de l'enfant adopté ou, le cas échéant, que le congé est réparti entre les deux fonctionnaires adoptants.

Vu la demande écrite de mise en congé pour adoption en date du …, reçue le … *(date)[[2]](#footnote-2)* présentée par *Monsieur ou Madame* … *(prénom et NOM de l’agent)*, pour un enfant adopté arrivant au foyer le … *(date)*, et prenant effet à compter du … *(date)*, jusqu’au … *(date)* inclus

Considérant que ce congé est de droit,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom et NOM de l’agent)*, est placé(e) en congé pour adoption pour une durée de … *(durée)*, à compter du … *(date)[[3]](#footnote-3)*, jusqu’au … *(date)* inclus

**Article 2 :**

La durée du congé pour adoption est fractionnée entre les deux conjoints de la manière suivante : …

**Article 3 :**

Pendant cette période de congé, *Monsieur ou Madame* … *(prénom et NOM de l’agent)* percevra l’intégralité de sa rémunération.

**Article 4 :**

Pendant cette période de congé, *Monsieur ou Madame* … *(prénom et NOM de l’agent)* percevra des indemnités journalières de repos déduites du montant de la rémunération mentionnée à l’article 2 OU pour lesquelles l’employeur sera subrogé à l’agent.

**Article 5 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 6 :**

Une ampliation sera adressée au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

*Cet arrêté n’est pas transmis au Représentant de l’Etat*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)
2. *La demande adressée en lettre recommandée avec accusé de réception doit être reçue avant le début du congé ⭢ Article R.1225-11 du Code du travail* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Le congé d'adoption débute, au choix du fonctionnaire, le jour de l'arrivée de l'enfant au foyer ou au cours de la période de sept jours consécutifs qui précède son arrivée. ⭢ Article 11 du décret n°2021-846 du 29.06.2021* [↑](#footnote-ref-3)